

Seul le texte prononcé fait foi

Sommet de Saint Malo

Discours d'ouverture de M. Jean-Yves Le Drian, Président de la Région Bretagne

mercredi 29 octobre, matin

Monsieur le Maire,
Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs les Présidents et Vice-présidents de Régions, de gouvernements,
Mesdames et Messieurs des Agences de l'ONU,
Mesdames, Messieurs, de France, d'Europe et du Monde,

C'est avec fierté et une certaine émotion que la Bretagne vous accueille à Saint-Malo.

Vous venez de 60 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, vous représentez plus de 150 collectivités locales dont une centaine de régions.
Vous avez trouvé le chemin de la Bretagne depuis les rives du Gange, la cordillère des Andes ou au delà des monts de l'Oural.

Nous vous accueillons dans cette cité Bretonne dont les enfants ont jadis découvert le Canada et exploré les sept mers. Soyez les bienvenus.

La Bretagne bénéficie d'une tradition d'ouverture aux autres peuples. Ce fut longtemps une terre d'émigration. Et cette ouverture au monde la rend attentive aux affaires du monde.

C'est également ici, à Saint-Malo, que fut créé en 1973 la Conférence des Régions Périphériques Maritimes. La Conférence des Régions Périphériques Maritimes qui regroupe maintenant plus de 150 régions de l'Europe géographique et d'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, nous sommes tous réunis à Saint Malo pour évoquer la question du changement climatique et démontrer par nos partages d'expériences que le niveau de responsabilité que nous représentons chacun avec nos propres compétences, nos budgets, sommes le niveau opérationnel peut être le plus pertinent ou du moins celui qui peut compter dans les réponses qu'il faut apporter.



En effet, le fait marquant de ces dernières années est la compréhension que la totalité de notre avenir est contenu dans une mince pellicule d'atmosphère de 5km d'épaisseur.

...Et que nous n'avons qu'une terre.

Nul continent n'est épargné.

Les Etats-Unis l'ont compris depuis 2005, avec la submersion de la Nouvelle-Orléans par Katrina. La première puissance de la planète ne peut rien contre un ouragan de catégorie 5.

Nargis en mai 2008 a provoqué des milliers de morts en Birmanie. Mais des épisodes extrêmes, moins connus, balaient désormais régulièrement l'Afrique de l'Est et Madagascar, l'Asie tropicale et sub-tropicale.

Des communautés insulaires quittent définitivement le berceau de leur culture et de leur civilisation sous la contrainte de la montée des eaux.

Ces épisodes spectaculaires ne sont que la partie la plus visible d'une réalité plus insidieuse. La sécheresse historique du Sahel et d'Afrique de l'Est bouleverse les structures économiques et met en péril l'édifice social africain.

Plus au Nord, sur le cercle polaire, le changement climatique est déjà bien à l'œuvre. Le permafrost recule avec son cortège de dégâts aux habitats et aux forêts.

De nouveaux enjeux géostratégiques se font jour.

L'Europe n'est certes pas la plus mal lotie mais n'est pas pour autant épargnée. Inondations à répétition. Incendies de forêt sans précédent en Grèce et au Portugal. Phénomènes de houle et submersion de frange côtière.

Hier encore, la prudence scientifique nous enseignait de ne pas tirer de conclusions définitives. **Aujourd'hui**, la réalité nous dicte de ne plus attendre.

Face à cela, deux attitudes : se résigner ou agir.

Le monde politique est mis devant ses responsabilités et plus que jamais nous devons nous interroger sur le monde que nous laisserons à nos enfants.

Sous l'impulsion de l'ONU, grâce à l'aide précieuse du réseau du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Experts Climat (le GIEC - IPCC), la communauté internationale s'est mise en mouvement.

Le protocole de Kyoto ouvert à ratification en 1998 et entré en vigueur en 2005 marque une étape importante.

Le Sommet de Johannesburg le fut tout autant en 2002.

Le réchauffement global de la planète devint l'une des priorités du débat international.

Pourtant, depuis lors, on ne peut que ressentir une certaine impatience.

La diffusion des gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre continue à des rythmes difficilement tolérables.

Les nouvelles puissances industrielles d'Asie et d'Amérique Latine font valoir un droit au développement.

Les Etats-Unis ont jusqu'à présent obstinément refusé de se joindre à l'effort collectif au nom de la préservation de leur mode de vie.

L'Europe paraît bien seule dans son appui résolu au protocole de Kyoto même si la crise financière actuelle semble créer une difficulté de mise en œuvre du plan climat pour certains pays.

L'Afrique et les Etats insulaires, déjà affectés par le réchauffement, peinent à faire entendre leur voix.

La négociation entre les Etats paraît, pour le GIEC, largement en deçà de l'urgence d'une situation que d'aucuns jugent très alarmante. Les débats de Poznan en décembre 2008 et de Copenhague en 2009 s'annoncent rudes.

Et pourtant la communauté des nations n'a pas le choix. Elle devra réussir cette révolution. Revoir ses modalités de développement.

A cet égard, ce qui est demandé c'est bien un effort sans précédent qui doit impliquer l'ensemble des peuples de la terre mais aussi l'ensemble des niveaux de gouvernance.

L'échelon régional ne peut rester à l'écart de la question du changement climatique.

Par sa **proximité avec la population** il connaît parfaitement la nature des enjeux qui affectent ses habitants.

Par sa **capacité à aménager son territoire** il est à même de concevoir des modes d'occupation et de protection de l'espace moins producteurs de gaz à effet de serre.

Par sa **capacité à agir sur son tissu économique**, il est à même d'encourager à l'émergence de nouvelles technologies plus compatibles avec une protection de notre environnement global.

Par sa **capacité à former**, il est à même de créer les compétences dont la mobilisation est vitale pour le changement de civilisation qui s'annonce.

Par sa **capacité à informer**, il doit opiniâtrement convaincre, débattre, créer une prise de conscience autour de la lutte contre le changement climatique.

... les Régions doivent être un **échelon opérationnel** de lutte contre les effets du réchauffement global.

Pour autant, il faut définir un cadre d'intervention qui réponde à une série de principes directeurs :

Principe de subsidiarité tout d'abord car l'institution régionale n'a pas vocation à remplacer les Etats.

La bonne gouvernance implique que chaque échelon de décision publique intervienne là où sa contribution est la plus constructive ; la plus efficace. Les sessions thématiques qui se tiendront tout au long de ce sommet illustreront la pertinence territoriale de l'action de nos régions dans ce domaine.

Elles exprimeront la **valeur ajoutée** de cette échelle de décision, sa valeur en tant qu'acteur de proximité.

Principe d'efficacité ensuite car nous savons tous que la lutte contre le réchauffement global doit être un panachage de différentes solutions. Les réponses à ce défi global ne sont pas seulement issues des régions qui peuvent mettre en avant une excellence technologique.

La lutte contre le réchauffement global doit aussi reposer sur une efficacité démocratique. Sur une mobilisation des populations prenant en compte leurs us et coutumes. Il n'y a pas, en la matière, ceux qui savent et ceux qui apprennent. Il y a simplement ceux qui échangent. **Les bonnes solutions sont celles qui fonctionnent.**

Principe de solidarité enfin car les populations les plus pauvres sont également celles qui subissent en premier les effets du réchauffement global.

Comment ne pas voir dans la lutte contre le changement climatique un axe majeur de la coopération décentralisée ?

Comment, pour répondre à l'appel des pays du Sud, ignorer le fait qu'une partie significative des gaz à effet de serre proviennent des pays les plus développés ?

Nous avons à cet égard une responsabilité historique. **La lutte contre le changement climatique et l'aide au développement sont désormais intimement liés.**

Plus que jamais l'institution régionale doit être un **vecteur de cohésion** dans un monde qui va devoir faire face à des chocs sans précédent.

Association de la population à la décision publique, coopérations interrégionales, mobilisation des nouvelles technologies...

L'éventail des projets exposés lors de ces deux jours promet d'être remarquable.

Ces projets émergent alors que les Nations Unies et l'Europe se tournent vers les régions pour y puiser des éléments de créativité.

Dans un monde qui additionne désormais une crise économique à une crise climatique il sera de notre responsabilité de multiplier les passerelles entre peuples du Nord et peuples du Sud. Sachons ne pas décevoir. Soyons des assembleurs intelligents et créons dans l'intérêt de tous une « boîte à outils » afin de répondre aux défis qui se posent à nous.

Je vous remercie.